

Direction finances, juridique
et logistique

Règlement de consultation (R.C.)

MAPA 26-02

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation : Prestations de contrôles réglementaires pour les besoins de l'ASP en Métropole (Corse incluse)
Date limite de remise des plis : 24 MARS 2026 à 12 :00

Sommaire

Article 1.	Identification de l'acheteur	3
Article 2.	Objet de la consultation	3
Article 3.	Procédure	3
Article 4.	Objet du présent règlement de la consultation	3
Article 5.	Dispositions générales.....	4
5.1	Allotissement et valeur estimée du besoin.....	4
5.2	Modalités d'exécution du marché.....	4
5.3	Durée	4
5.4	Variantes	5
5.5	Date d'établissement, type et forme des prix.....	5
5.6	Modalités de financement.....	5
5.7	CCAG applicable	5
Article 6.	Forme juridique de l'attributaire	5
Article 7.	Sous-traitance	6
7.1	Obligations du candidat	6
7.2	Obligations du sous-traitant	6
Article 8.	Prévention des conflits d'intérêt	6
Article 9.	Modalités d'établissement des offres	6
9.1	Date limite de réception des offres	6
9.2	Délai de validité des offres.....	6
9.3	Contenu du dossier de consultation	7
9.4	Gestion des questions/réponses en cours de consultation :	7
9.5	Modifications de détails au dossier de consultation	7
9.6	Retrait du dossier de consultation (DC)	7
9.7	Remise des plis.....	8
Article 10.	Recevabilité des offres	8
Article 11.	Contenu des plis	8
11.1	Documents demandés à l'appui des candidatures	8
11.2	Éléments exigés au titre de l'offre.....	9
Article 12.	Agrément des candidatures et examen des offres.....	10
Article 13.	Jugement des offres	10
Article 14.	Visite des lieux.....	11
Article 15.	Négociation	12
Article 16.	Attribution des marchés.....	12
Article 17.	Clauses complémentaires.....	12

Article 1. Identification de l'acheteur

ASP – Agence de services et de paiement
Secrétariat général
Direction Financière Juridique et Logistique
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1
Téléphone : 05 55 12 00 00
Télécopie : 05 55 12 05 48

Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations de contrôles réglementaires pour les besoins de l'ASP.

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP MAPA26-01.

Cette consultation a fait l'objet d'une publication antérieure sous le numéro MAPA26-01 publiée au BOAMP sous le n°26-8761 le 26/01/2026. Elle a été déclarée sans suite le 04/02/2026 pour adapter le cahier des charges et d'en redéfinir le périmètre afin de mieux répondre à notre besoin.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 71631300 - 71000000-8 et 71356100

Article 3. Procédure

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

Il s'agit d'une procédure adaptée passée en application des articles R2123-1 du code de la commande publique.

L'ASP se réserve le droit de recourir à des prestations similaires selon les dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2 à 4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin d'intégrer des travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires et que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

L'ASP se réserve la possibilité de mettre en œuvre, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la clause de réexamen définie au CCAP.

Article 4. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des candidatures et des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour juger de la conformité des candidatures et des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement et des documents qui l'accompagnent. Seule la langue française peut être utilisée. Par conséquent, tous les documents doivent être rédigés en langue française.

Le déroulement de la procédure est le suivant :

- remise des candidatures et des offres par les candidats;
- analyse des candidatures et des offres ;
- négociation, le cas échéant ;
- classement des offres par l'administration, conformément à l'article dédié du présent règlement de consultation ;
- attribution des marchés.

Article 5. Dispositions générales

5.1 Allotissement et valeur estimée du besoin

Par dérogation aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots (marché unique).

En effet le marché porte sur un besoin global de conformité réglementaire du patrimoine immobilier de l'ASP, comprenant des contrôles réglementaires périodiques des installations techniques.

Ces prestations s'inscrivent dans une finalité unique de sécurité, de prévention des risques et de conformité réglementaire, avec des exigences communes en matière de planification, de coordination des interventions, de restitution homogène des livrables et de consolidation nationale des données.

Compte tenu :

- Du nombre important de sites concernés sur l'ensemble du territoire ;
- Des contraintes liées à l'intervention en sites occupés ;
- Du besoin de coordonner les interventions, les restitutions et le suivi des actions correctives ;
- Et de la nécessité de disposer de livrables homogènes et consolidés au niveau national.

L'ASP a estimé qu'un allotissement du marché risquerait de complexifier l'exécution des prestations, d'augmenter les coûts liés à la coordination entre plusieurs titulaires, sans amélioration démontrée de la qualité ou de l'efficacité des prestations.

Intitulé	Valeur estimée sur la durée totale
Réalisation de prestations de contrôles réglementaires des installations, de mise à jour des dossiers techniques amiantes (DTA), des prestations de diagnostics amiantes avant travaux et de diagnostics immobiliers pour les sites de l'ASP en France métropolitaine (Corse incluse)	40 000 €HT

5.2 Modalités d'exécution du marché

La présente consultation consiste en un marché ordinaire qui s'exécute exclusivement à travers des prestations forfaitaires.

5.3 Durée

La durée et les délais d'exécution sont précisées dans l'acte d'engagement.

5.4 Variantes

Les variantes sont interdites.

5.5 Date d'établissement, type et forme des prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis à l'article 8 du CCAP.
Le marché est exprimé en euros.

5.6 Modalités de financement

Ce marché est financé sur le budget de l'Etablissement.

5.7 CCAG applicable

Le CCAG applicable est le CCAG-FCS du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

Article 6. Forme juridique de l'attributaire

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application des dispositions de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Le fait qu'un opérateur ait présenté une candidature individuelle et comme membre d'un groupement implique de regarder ces candidatures comme irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

En revanche, un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un groupement et en tant que sous-traitant.

L'un des opérateurs économiques, membre du groupement, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations des membres du groupement (mandataire du groupement).

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de la réalisation des obligations contractuelles de chacun des membres du groupement pour l'exécution du marché.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques ou financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (article R 2143-12 du code de la commande publique).

L'ASP se réserve la possibilité de vérifier les références fournies en contactant les personnes indiquées.

Article 7. Sous-traitance

7.1 Obligations du candidat

Conformément aux dispositions de l'article L 2193-5 et R 2193-1 du code de la commande publique, dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance accessible via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- la nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,
- le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

7.2 Obligations du sous-traitant

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue à l'article R 2193-1 5° du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

Article 8. Prévention des conflits d'intérêt

Sans objet.

Article 9. Modalités d'établissement des offres

9.1 Date limite de réception des offres

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées en page de garde du présent règlement de consultation.

Dans le cas de dépôts multiples faits par un même soumissionnaire, conformément à la réglementation en vigueur, dans un premier temps, seule la dernière offre reçue est ouverte. Ensuite, s'il est constaté que cet ultime envoi ne comporte qu'une partie des documents exigés, le pli précédent sera également ouvert. Au final, si les "transmissions" initiale et complémentaire(s) reçues dans le délai de remise des offres comportent l'ensemble des documents exigés par le dossier de consultation, la candidature et/ou l'offre pourront être prises en compte et analysées.

Dans le cas d'envois successifs d'un même document, c'est la dernière version reçue qui sera prise en compte.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été fixées par l'acheteur public. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

9.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

9.3 Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation mis à disposition des soumissionnaires sont les suivants :

- Le présent Règlement de consultation (RC), et ses annexes
 - Annexe 1 : Annexe relative à la dématérialisation des procédures
 - Annexe 2 : Cadre de mémoire technique (CMT)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexes1 : descriptifs. matériels hors SSI,
 - Annexe 2 : descriptif matériels SSI,
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- L'Acte d'engagement et son annexe suivante :
 - Annexe 1 « Annexe financière, DPGF »

9.4 Gestion des questions/réponses en cours de consultation :

Les **questions** relatives au dossier de consultation devront être **obligatoirement formulées par écrit via la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr dans le module « questions/réponses », au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres.**

Les **réponses** seront transmises à tous les candidats préalablement identifiés ayant retiré un dossier de consultation **au plus tard 3 jours avant la date de remise des offres, dans le module « questions/réponses » et/ou dans le module « échanges sécurisés » de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr.** Tous ces candidats en sont informés par un mail de notification les invitant à télécharger les documents.

Les candidats retirant ultérieurement le DCE pourront disposer de l'ensemble des documents (DCE initial et jeux de questions/réponses) en téléchargeant les documents dans le module « **Pièces de marché** » dans la liste des documents disponibles.

NB : Les délais indiqués ci-dessus ne concernent pas les demandes liées à la transmission dématérialisée des offres sur le site www.marches-publics.gouv.fr. À tout moment et jusqu'à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

9.5 Modifications de détails au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à 3 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.6 Retrait du dossier de consultation (DC)

Il est fait application des articles R 2132-2 à R 2132-6 du code de la commande publique.

L'ASP dispose d'une plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur Internet à l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les modalités de retrait sont décrites à l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

9.7 Remise des plis

Dans le cadre de la présente consultation, pour la remise des plis, en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, seul le mode de transmission par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr est autorisé conformément aux modalités décrites dans l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

Article 10. Recevabilité des offres

Les offres :

- arrivées après la date et l'heure limites imparties pour la remise des offres, éventuellement reportées ;
- provenant de groupements d'opérateurs économiques ayant été modifiés dans des conditions contraires à l'article dédié du présent règlement de la consultation ;
- signées, le cas échéant, et paraphées par une personne non habilitée à engager la société ;

seront rejetées et ne seront pas classées.

Article 11. Contenu des plis

11.1 Documents demandés à l'appui des candidatures

A l'appui de leur candidature, et pour chaque lot concerné les candidats individuels ou groupés doivent obligatoirement produire les éléments suivants.

Formulaire / document	Observations	Attendus
DECLARATION DU CANDIDAT		
DC1 « Lettre de candidature »	Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (art.R2142-4 du code de la commande publique) Un opérateur économique peut recourir aux capacités d'autres opérateurs (art. R2142-3 du code de la commande publique) En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.	A produire Téléchargeable au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »	En cas de groupement : Fournir 1 formulaire DC2 pour chaque membre du groupement.	
DC4 « déclaration de sous-traitance »	Si une sous-traitance est connue au moment de l'offre, fournir le DC4.	
Pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat	Notamment : Numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE ou une structure compétente pour les entreprises étrangères, Délégations de signature,...	A produire
CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES		

La preuve d'une autorisation spécifique ou appartenance à une organisation spécifique pour fournir le service concerné (accréditation)	Agrément APSAD Accréditation COFRAC Inspection – ISO/IEC 17020 (obligatoire pour les vérifications réglementaires). Habilitations, certifications NF C 17-102	A produire
3 références nationales et 2 références locales (du site concerné) pour des contrats de service en cours d'exécution, dans le domaine technique concerné par la présente consultation ou tout autre document permettant de juger de la capacité technique et financière du candidat à exécuter les prestations demandées	Indiquer le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	A produire

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME)

Si un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct pour chaque entités auxquelles il fait appel; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=fr>

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Ces pièces permettent de vérifier la recevabilité des candidatures.

11.2 Eléments exigés au titre de l'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent produire les éléments suivants :

Pièce	Attendus	Observation
Acte d'engagement	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe 1 « annexe financière DPGF » à l'acte d'engagement,	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Annexe 2 « cadre du mémoire technique »	Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 2 au RC	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCTP et de répondre point par point aux critères de jugement des offres

Article 12. Agrément des candidatures et examen des offres

Il est fait application des articles R 2144-1 à R 21441-7 de la commande publique pour l'agrément des candidatures et des articles R 2152-1 et R 2152-2 pour l'examen des offres.

Les offres **irrégulières, inacceptables** ou **inappropriées**, après mise en œuvre ou non (au choix de l'administration) d'une procédure de régularisation conformément aux dispositions du code de la commande publique, seront éliminées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Article 13. Jugement des offres

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article R 2152-6, R2152-7 et R2152-12 du code de la commande publique, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- **Critère 1 : Prix (55 %) noté à partir du montant figurant à l'annexe financière DPGF en € TTC**
- **Critère 2 : Valeur technique de l'offre (30%) appréciée dans le cadre du mémoire du soumissionnaire**
- **Critère 3 : RSE (développement durable et insertion sociale) (15%) appréciée dans le cadre du mémoire du soumissionnaire**

CRITERE 1 : PRIX (55%)

On compare le prix TTC du candidat avec l'offre du candidat la moins chère généralement, de type :

$$\text{Note Critère P} = (\text{Valeur du marché en € TTC la plus basse} / \text{Valeur du marché en € TTC du candidat noté}) \times 55$$

La valeur du marché correspond au montant total TTC indiqué à l'annexe financière DPGF à l'Acte d'Engagement.

La note obtenue sera comprise entre 0 et 55.

CRITERE 2 : QUALITE TECHNIQUE (30%)

La valeur technique de l'offre sera jugée au regard de la complétude, de la clarté et de la pertinence des informations transmises dans le mémoire du soumissionnaire, concernant :

1. T1 : Compréhension du candidat face aux attentes définies par la maîtrise d'ouvrage (5 points) ;
2. T2 : Méthodologie de prise en charge et d'exécution du marché et des prestations (15 points)
3. T3 : Constitution de l'équipe de pilotage et des équipes intervenants sur sites (10points)

Les points pour le sous-critère T1 seront attribués comme suit.

Insatisfaisant	Médiocre	Passable	Satisfaisant	Très satisfaisant
0	1,25	2,5	3,75	5

Les points pour le sous-critère T2 seront attribués comme suit.

Insatisfaisant	Médiocre	Passable	Satisfaisant	Très satisfaisant
0	3	7	11	15

Les points pour le sous-critère T3 seront attribués comme suit.

Insatisfaisant	Médiocre	Passable	Satisfaisant	Très satisfaisant
0	2,5	5	7,5	10

La note 0 n'est pas éliminatoire.

La note pour le critère sera calculée comme suit : Note « NT » Critère T = T1+T2+T3

La note obtenue sera comprise entre 0 et 30.

CRITERE 3 : RSE (15%)

Le critère développement durable sera jugé au regard de la complétude, de la clarté et de la pertinence des informations transmises dans la proposition technique du soumissionnaire dans le cadre de mémoire technique.

Les points pour le sous-critère Erp1 seront attribués de la façon suivante :

Insatisfaisant	Médiocre	Passable	Satisfaisant	Très satisfaisant
0	3	7	11	15

La note obtenue sera comprise entre 0 et 15.

Article 14. Visite des lieux

La visite des lieux n'est pas obligatoire, mais si le candidat souhaite visiter les lieux, elle est possible. Cette visite sera individuelle, elle se fera au plus tard 9 jours ouvrés avant la date de remise des offres.

Les candidats souhaitant visiter les locaux devront prendre rendez-vous au plus tard 72h avant la date envisagée avec le site concerné.

Les visites seront organisées de 9h00 à 12h00 et de 14h à 16h30.

La visite est réalisée en langue française.

La prise de contact et de rendez-vous se fera par téléphone avec le responsable du site concerné (coordonnées figurant dans le recensement des installations).

Les candidats peuvent venir accompagnés de leurs sous-traitants.
Le candidat et ses sous-traitants doivent participer à la même visite.

De même, tous les membres d'un même groupement doivent participer à la même visite.

Les informations suivantes sont nécessaires pour l'accès sur le site : nom, prénom, date et lieu de naissance, société d'appartenance. Les visiteurs se présenteront à l'accueil de l'ASP avec une pièce d'identité en cours de validité.

Dans un souci de respect de l'égalité de traitement de tous les candidats à la procédure, les candidats admis à faire une visite des lieux ne seront pas autorisés à poser de questions pendant le déroulement de la visite. Si la visite suscite des interrogations, les candidats devront déposer celles-ci sur le profil acheteur sur la plateforme PLACE après la visite. Une réponse sera apportée à l'attention de l'ensemble des candidats qui se sont identifiés pour retirer le dossier de la consultation.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, de l'environnement des bâtiments, des installations existantes et des moyens d'accès.

Article 15. Négociation

Des négociations pourront avoir lieu avec les candidats notamment par échange de courriels ou de courriers via la plate-forme de dématérialisation de l'ASP ou d'entretiens dans les locaux de l'ASP ou de visio-conférences.

L'acheteur se réserve néanmoins la faculté d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation en application de l'article R 2123-5 du code de la commande publique.

L'ASP engagera des négociations avec les 3 candidats classés en tête avant négociation dans le respect d'un principe de stricte égalité, sans remettre en cause de manière substantielle les conditions initiales de la mise en concurrence. La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre des candidats, sur les prix et les modalités techniques de l'offre. Pendant la phase de négociation, l'ASP s'engage à respecter la confidentialité des offres des candidats.

Les négociations se dérouleront :

- Soit par écrit (courriel) ;
- Soit par visio-conférences avec relevé écrit des conclusions.

A l'issue des négociations, il sera procédé à une nouvelle analyse des offres, sur la base des critères énoncés ci-dessus.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise au pouvoir adjudicateur via la plate-forme de dématérialisation de l'ASP et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre. Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

Chaque candidat est libre de se retirer de la négociation à tout moment. Il est tenu toutefois d'informer le pouvoir adjudicateur.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées ou non, sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un classement final. Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché.

Article 16. Attribution des marchés

La note finale de chacun des soumissionnaires sera déterminée par l'addition des notes relatives à chaque critère.

Les offres feront l'objet d'un classement en fonction de la note finale obtenue par chaque candidat au regard des critères d'attribution mentionnés ci-dessus.

Le candidat retenu sera celui qui sera placé en tête du classement. En cas d'égalité de notes, l'offre comportant la meilleure note au critère prix sera retenue.

Le marché sera attribué au candidat retenu **sous réserve de la vérification des renseignements mentionnés dans les articles R 2143-11 et R 2143-12** du code de la commande publique. Dans le cas contraire, il sera fait application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique.

L'attributaire du marché devra fournir l'acte d'engagement complété et signé (électroniquement s'il dispose d'un certificat électronique conforme aux modalités indiquées en annexe au présent règlement de la consultation ou manuscritement, sauf s'il l'a fait à la remise de son offre ou au cours des négociations si elles ont eu lieu.

Article 17. Clauses complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés auprès de : appui-mp@asp.gouv.fr